

Le Conseil commercial Canada-URSS a tenu sa première réunion à Moscou au cours de cette visite, pendant laquelle plus de 20 autres ententes commerciales ont été signées. Le Canada a reçu plusieurs visites de cette région, dont celle du ministre des Affaires étrangères Édouard Chevarnadze en février 1990, et celle de plusieurs autres ministres et ministres des Affaires étrangères en rapport avec la conférence « Ciel ouvert » qui s'est tenue à Ottawa en février. À chacune de ces occasions, les discussions ont servi à poser des jalons importants devant mener à l'amélioration de nos relations bilatérales respectives.

Le Canada a joué un rôle actif au sein de diverses organisations — dont l'OTAN, le Groupe des sept, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, le Groupe des 24, la Banque pour la reconstruction et le développement en Europe et l'Organisation pour la coopération et le développement économiques — qui ont cherché à faire le point sur les tensions Est-Ouest qui existaient depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Chose encore plus importante, nous sommes associés aux discussions portant sur la création d'un nouvel ordre européen. Comme en témoignent l'effondrement du Mur

de Berlin et l'unification des deux Allemagnes, la ligne de partage entre l'Est et l'Ouest est sur le point de s'estomper.

Commerce

Les changements économiques et politiques survenus en 1989-1990 ont ouvert des perspectives jusqu'alors inconnues au chapitre des échanges commerciaux avec l'URSS et l'Europe de l'Est. Le Canada cherche activement à étendre ses liens économiques et commerciaux dans cette région par le truchement d'entreprises conjointes gouvernement-secteur privé canadiens.

La transformation des dictatures communistes en sociétés pluralistes basées sur l'économie de marché continue de susciter de l'intérêt. Il s'agit là d'une des régions du monde où il est encore possible pour le Canada de mettre en branle des projets d'investissement et où le niveau des investissements étrangers et le flux des échanges commerciaux sont encore passablement sous-développés.

Une forte participation ministérielle, située dans le contexte de la visite du premier ministre en Union soviétique en novembre 1989, de même que la création d'un Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est